

## Après les attentats, changer d'imaginaire

PAR CHRISTIAN SALMON  
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 22 NOVEMBRE 2015

« *La pire séduction du mal*, écrivait Kafka, *c'est la provocation au combat*. » Voilà le piège du terrorisme. En décrétant l'état d'urgence, un tournant sécuritaire et une révision constitutionnelle, François Hollande est tombé dans ce piège avec le soutien unanime de la majorité et de l'opposition. Son choix conjugue une souveraineté affaiblie et un militarisme impuissant.

Pour la deuxième fois en moins d'un an, le terrorisme a frappé à Paris. Cette fois, ce n'est pas sous le prétexte de punir la rédaction de *Charlie Hebdo* qui avait publié des caricatures du Prophète, mais comme un acte de représailles contre l'engagement militaire de la France en Syrie. Selon plusieurs témoignages, les terroristes auraient déclaré à leurs otages dans la salle de concert du Bataclan : « *C'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie*. »

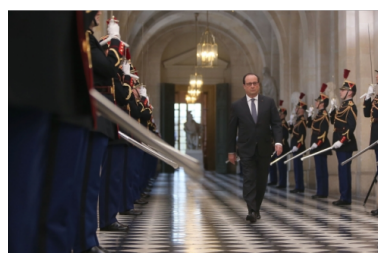
C'est donc au nom de la vieille application de la responsabilité collective des individus (la *Sippenhaftung* des nazis), opérée aussi par la pègre et les groupes paramilitaires, que les terroristes ont pris en otages des centaines d'individus, tué 130 personnes et blessé 352 autres dans les rues de Paris. L'action de Daech n'est rien d'autre qu'un crime fasciste et c'est comme tel qu'il doit être condamné.

[[lire\_aussi]]

En qualifiant l'attentat du 13 novembre d'« *acte de guerre* » le président de la République, son gouvernement et la quasi-totalité de la classe politique n'ont pas seulement commis une erreur de catégorie qui leur interdit d'analyser la nature du terrorisme et donc de parer ses coups les plus meurtriers. Ils se sont engouffrés dans le piège tendu par le groupe Daech. « *C'est un acte de guerre commis par une armée terroriste, Daech, une armée djihadiste...* », a déclaré le chef de l'État dans une déclaration depuis l'Élysée avant de le qualifier deux jours plus tard devant le Congrès de Versailles de « *terrorisme de*

*guerre* », un concept inédit, un oxymoron forgé dans l'improvisation qui dit tout de l'impuissance à penser le phénomène terroriste.

Les historiens se pencheront sur cette situation ubuesque, une guerre déclenchée hors de toute déclaration formelle contre un État sans frontières établies, un État auquel on refuse à juste titre le nom d'État, « *un acte de guerre préparé, organisé, planifié de l'extérieur et avec des complicités intérieures, que l'enquête permettra d'établir* ».



François Hollande arrivant au Congrès. © Présidence de la République

### • Un coup de force sémantique

C'est qu'il s'agissait moins d'analyser la menace que d'adopter une posture, de rétablir à tout prix la confiance. Moins de se donner les moyens de la combattre, que de « théâtraliser » de nouveaux bombardements des positions de Daech en Syrie, un arsenal de mesures sécuritaires jadis proposées par la droite, un état d'urgence de trois mois susceptible d'être prolongé et même perpétué grâce à une révision constitutionnelle, bref à l'abri de précautions oratoires concernant le respect de l'État de droit, un *Patriot Act* à la française. C'est donc sous ce double coup de force sémantique, la « *guerre terroriste* » et « *l'État de droit d'exception* », que le président de la République a choisi d'embarquer le pays dans une expédition ambiguë doublée d'un tournant sécuritaire et d'une révision constitutionnelle précipitée.

Ce discours sécuritaire n'est pas sans rappeler celui qu'avait tenu le président américain George W. Bush le 20 septembre 2001 devant le Congrès américain. Le parallélisme entre les deux discours est cruel pour François Hollande. Le champ lexical est le même et jusqu'à la tournure des phrases de Hollande rappelle l'original de Bush. Comme le rappelait **Le Monde dans son édition du 17 novembre**, George W. Bush avait

employé « quatorze fois le terme guerre », et la formule « nous sommes en guerre contre la terreur » avait fait date.

Plus de quatorze ans plus tard, le même mot est revenu treize fois dans la bouche du président français, pour qui la France « est en guerre ». Une guerre qui vise la France, selon Hollande, « parce que la France est un pays de liberté, la patrie des droits de l'homme », tout comme Bush affirmait en 2001 : « Les terroristes ont attaqué l'Amérique parce que nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté. » Mais les ressemblances ne se limitent pas à la rhétorique guerrière des deux présidents, elles s'étendent aux réformes proposées : George W. Bush avait annoncé un vaste chantier législatif qui permette de connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et de les trouver avant qu'ils ne frappent.

François Hollande a lui aussi ouvert un chantier législatif prévoyant plusieurs mesures de renforcement de la sécurité, comme l'embauche d'officiers de police et de gendarmerie, ou la déchéance de nationalité pour des personnes nées françaises. Il demande même une réforme de la Constitution, afin d'ajouter « l'état d'urgence » aux articles 16 et 36, qui définissent les conditions du recours aux pleins pouvoirs présidentiels et l'état de siège. Hollande n'est pas Bush pour autant mais son « pacte de sécurité » qui s'impose désormais à son « pacte de stabilité » obéit à la même inflexion que celle imposée au néolibéralisme par le néoconservatisme de l'équipe Bush après 2001. Avec la guerre comme seul horizon.

#### • La guerre : une erreur de catégorie

Ce n'est pas sous-estimer la barbarie qui a frappé dans les rues de Paris que d'exiger de nos gouvernants sinon une loyauté à l'égard de leurs engagements, au moins une certaine éthique du langage. Comme l'a rappelé Dominique de Villepin, « nous sommes dans une période où les mots doivent avoir du sens ». « Le fait [que les terroristes aient] utilisé des kalachnikovs, des grenades, un certain nombre de munitions [ne] constitue pas une armée reconnue dans le cadre d'un État. En l'occurrence, nous avons des groupes fanatiques, un parti totalitaire (...) Quelle est

la conséquence de cette idée ? La première, c'est de déresponsabiliser les combattants terroristes qui se disent : "Nous frappons, nous sommes des guerriers." La seconde, c'est que nous légitimons qu'ils sont en guerre, qu'ils ont des objectifs de guerre et qu'ils veulent conquérir notre territoire, des positions. » « Une guerre, ce sont deux États et deux armées qui se confrontent », justifie Dominique de Villepin, ce qui n'est pas le cas des terroristes qui ont agi à Paris et au Stade de France.

#### « Déclarer la guerre à EI reviendrait à le flatter »

Dans un éditorial remarqué, publié en français au lendemain des attentats, le quotidien britannique *The Guardian* a tenu à rappeler quelques évidences au gouvernement français. « [...] Même si l'État islamique voulait réellement que cette nuit de massacre soit une déclaration de guerre, cela ne signifie pas que la France – ou le reste du monde – doive lui retourner le compliment. Parce que cela serait en effet un compliment. Déclarer la guerre à EI reviendrait à le flatter, lui accorder la dignité qu'il recherche avidement. Ce serait lui accorder le statut d'État, qu'EI revendique mais ne mérite pas. »

Le quotidien anglais rappelle l'héritage américain de ce type de réactions en citant la politique de Bush post-11-Septembre : « Ce registre de guerre, autorisant implicitement son lot de mesures extrêmes, a conduit les États-Unis et leurs alliés à prendre plusieurs décisions désastreuses. » « Dans ce climat, il peut être impopulaire d'appeler à la réflexion et l'examen. Mais si l'on a le sentiment que les valeurs de l'Europe sont en danger, alors la dernière façon de protéger ces valeurs serait de les démanteler », conclut le *Guardian* qui évoque la politique sécuritaire des deux côtés de la Manche en rappelant : « Notre point de vue de départ demeure que la surveillance de masse, celle de chacun d'entre nous, n'est ni nécessaire ni efficace. »

Du côté de Daech, on imagine la jubilation. Voir ce vieux pays, la France, qui s'était attiré une sympathie dans tout le monde arabo-musulman en s'opposant devant le Conseil de sécurité par la bouche de

Dominique de Villepin à l'aventure irakienne voulue par G.W. Bush, déchoir au rang d'un bellicisme assisté (par la Russie et les États-Unis), cela valait bien le désagrément de quelques bombes sur Raqqa. Voir ce pays renoncer à ses principes démocratiques, à sa liberté intérieure et bouleverser en quelques heures son agenda, son budget et sa constitution à la suite d'un attentat sur le territoire français commis par des Français contre des Français ne peut que satisfaire le groupe terroriste, qui n'en demandait pas tant.



Andrew Card et George Bush, le 11 septembre 2001. © Reuters

#### • La pire séduction du mal, c'est la provocation au combat

Le 20 janvier 2005, lors de son deuxième discours d'investiture, George W. Bush a déclaré: « *Par nos efforts, nous avons allumé un feu, un feu dans l'esprit des hommes. Il réchauffe ceux qui en éprouvent la puissance, il brûle ceux qui combattent sa progression et, un jour, ce feu indompté de la liberté atteindra les recoins les plus obscurs de notre monde.* » Sans doute ignorait-il que cette phrase, que lui avait soufflée son conseiller politique Karl Rove, provenait du roman de Dostoïevski *Les Possédés*, et « désignait l'action impitoyable des anarchistes radicaux qui incendièrent un village : "Le feu est dans les esprits, et non dans les maisons" ».

*Fire in the Minds of Men* est aussi le titre d'un essai du politologue et historien américain James H. Billington, publié vingt-cinq ans plus tôt. Ce livre, qui s'interroge sur les origines des révolutions française et russe, conclut à la nature religieuse de l'idée révolutionnaire : « *Les révolutionnaires modernes sont des croyants, qui ne sont pas moins convaincus et résolus que ne l'étaient les chrétiens et les musulmans de jadis.* » Cette foi révolutionnaire, ajoutait-il vingt ans avant le 11-Septembre, « *est peut-être la foi de notre temps* ». Ce que George W. Bush n'a pas hésité à qualifier de « *croisade* ».

C'est cette croisade engagée en 2001 en Afghanistan, poursuivie en Irak en 2003, puis en Libye en 2011 et en Syrie en 2014 qui est revenue en boomerang lors des attentats de ce 13 novembre 2015. C'est ce retour de flammes qui a frappé nos rues et nos cafés.

« *La pire séduction du mal*, écrivait F. Kafka, *c'est la provocation au combat.* » Voilà le piège du terrorisme. Jusqu'en 2007, la France avait su l'éviter. Grâce à Jacques Chirac et à Dominique de Villepin, elle s'était tenue à l'écart de la « *croisade* » en Irak. Elle avait résisté à la rhétorique de la guerre au terrorisme et conservé son discours universaliste, son rôle de médiateur, conforme non seulement à son histoire depuis la Révolution française, mais aussi à sa situation géographique au carrefour des civilisations. Elle a été pendant ces années une magnifique exception.

Depuis 2007 et l'élection de Nicolas Sarkozy, elle est tombée à son tour dans le piège de l'interventionnisme aveugle, du bellicisme ostentatoire et impuissant accompagné de la régression sécuritaire qui ouvre la voie à une société de surveillance. Sarkozy avait rallié l'Otan et bombardé la Libye après avoir soutenu les dictateurs égyptiens et tunisiens contestés par les révolutions arabes. Hollande, sollicité par les conséquences désastreuses de la politique de son prédécesseur, a multiplié les interventions militaires. Impuissant sur la scène nationale, il a utilisé les pouvoirs que lui donne la V<sup>e</sup> République pour restaurer une autorité contestée sous l'uniforme du *commander in chief*. Une telle fuite en avant n'a pas de précédent. Elle conjugue une souveraineté affaiblie et un militarisme impuissant. Son quinquennat commencé dans l'indolence se termine dans la fureur guerrière.

On le sait depuis le 11 septembre 2001, le défi du terrorisme n'est pas militaire, il ne vise pas à établir un rapport de force stratégique, il n'est pas essentiellement religieux non plus, contrairement aux apparences. Est-il idéologique ? Pas davantage, si l'on entend par idéologie une vision cohérente du monde, un corpus de doctrines ou de concepts que l'on s'efforce de transmettre par l'éducation ou la propagande. Son défi essentiellement est narratif.

## « Clausewitz au pays des merveilles »

Instruits par leur échec en Irak, les Américains ont pris la mesure de l'impuissance des bombes à relever le défi du terrorisme. Dans un article intitulé « *Clausewitz au pays des merveilles* », Tony Corn, qui est membre du Centre Hoover, un think tank républicain, et ex-conseiller de George Bush, observait que l'irruption d'une centaine de chaînes de télévision arabes avait conduit les analystes à s'interroger sur la pertinence de la doctrine stratégique de Clausewitz à l'âge d'Al-Jazeera. Dans un article intitulé « *Storytelling et terrorisme* », deux experts du Center for Contemporary Conflict affirmaient en 2005 que la guerre contre le terrorisme devait prendre en compte « *les histoires que les terroristes racontent* ».

Selon ces deux auteurs, « *la naissance, la maturation et la transformation des organisations terroristes reposent sur des récits qu'il faut décoder si l'on veut définir une stratégie visant à ruiner leur efficacité* ». Déconstruire leur mythe fondateur suppose que l'on soit capable de proposer un « *mythe alternatif, une meilleure histoire que celle que proposent les mangeurs de mythes* ».

Le 11 septembre 2001 est l'acte inaugural d'une guerre des récits qui n'a cessé depuis de s'étendre et de s'intensifier. Cette guerre a pour théâtre d'opérations non plus les champs de bataille traditionnels, mais nos écrans d'ordinateurs et nos téléphones portables, et pour armes non plus des avions et des tanks, mais des histoires, des images, des métaphores sur les réseaux sociaux. C'est une guerre qui mobilise images et mots à des fins de persuasion ou d'envoûtement, une guerre de mouvement qui se déplace au rythme ultra rapide des transmissions à haut débit d'informations et non plus à la vitesse des troupes au sol.



Les hommes de l'Etat islamique à Raqqa, en Syrie, en 2014. © Reuters

### • Contrer le récit de Daech

Il y a un peu plus d'un an, Chelsea Manning, qui est en prison aux États-Unis, accusée d'avoir fourni à WikiLeaks la vidéo « *Collateral Murder* » dans laquelle on voit un hélicoptère de l'armée américaine tirer sur des civils, proposait quelques recommandations pour lutter efficacement contre l'État islamique. S'appuyant sur son expérience d'analyste militaire en Irak au moment de la naissance de l'autoproclamé État islamique, elle écrivait : « *Je sais que l'État islamique ne pourra pas être vaincu par des balles ou des bombes. Il se nourrit des opérations et succès tactiques que les armées européennes et américaines mettent en œuvre pour en venir à bout. Le poumon de l'État islamique est, à bien des égards, la coalition que forment les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés de la région.* »

Elle proposait de changer de terrain et d'engager contre Daech une bataille culturelle : « *Contrer le récit des vidéos de recrutement de l'État islamique qui circulent sur le Net – que ce soient des vidéos professionnelles ou des selfies sur le champ de bataille – pour éviter au maximum la propagande visant délibérément une jeunesse désespérée et désœuvrée. Cela mettrait rapidement un terme au recrutement local et occidental de l'État islamique.* »

Un rapport publié par le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam confirme l'analyse de Chelsea Manning. Internet est le mode de recrutement privilégié des djihadistes, dans près de 91 % des cas. Contrairement à toutes les idées reçues sur le rôle des imams radicaux, le passage par la mosquée n'est plus automatique. « *Certains jeunes sont partis ou voulaient partir en Syrie sans qu'ils n'aient participé à aucune prière* », indique le rapport, qui explique comment les recruteurs numériques réussissent à créer un « *espace virtuel sacré* » et individualisé. La maîtrise de l'outil internet leur permet en effet de « *proposer une individualisation de l'offre qui peut parler à des jeunes tout à fait différents* ».

Comme les Américains le font pour recruter des volontaires, l'univers des jeux vidéo est un excellent outil d'entraînement, d'accoutumance à la violence et de désocialisation, pouvant entraîner le passage à

l'acte et le départ pour un théâtre d'opérations réel. Et dans cette nouvelle donne stratégique créée par Internet et les jeux vidéo, « *les amateurs continuent à parler de "message", alors que les professionnels de la lutte antiterroriste parlent de "récits"* », selon Tony Corn.

Les recruteurs de Daech ont mis au point cinq grands récits ou mythes : le modèle du « chevalier héroïque » pour les garçons, le départ au nom d'« une cause humanitaire » pour les jeunes filles idéalistes, le « porteur d'eau » désignant ceux qui cherchent un leader, le jeu vidéo de guerre « *Call of Duty* » pour les jeunes gens attirés par l'action violente ou animés par une volonté de toute-puissance. La violence virtuelle d'un jeu comme « *Assassin's Creed* », pratiqué par un jeune sensible, peut favoriser « *le départ pour une confrontation réelle* », estiment les auteurs de ce rapport. Lors des perquisitions en Belgique, les enquêteurs auraient saisi une Playstation 4. Le ministre de l'intérieur belge a rappelé que les communications *via* la messagerie du Playstation Network étaient difficiles à surveiller. Elle aurait servi à coordonner les attentats de ce 13 novembre 2015.

Le rapport insiste sur l'impact de vidéos utilisant des images subliminales, postées en particulier par un recruteur comme Omar Omsen lié au front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Ce dernier utilise notamment des visuels et des vidéos relevant de la théorie du complot, pour fanatiser des jeunes isolés et fragiles, qui regardent pendant des heures des vidéos sur YouTube dans ce qu'on appelle une « *radicalisation en chambre* ». Sur Facebook, sur Twitter, les recruteurs de ce type diffusent en masse des vidéos montrant que le logo Coca-Cola, vu à l'envers dans un miroir, représente l'inscription « *No Mecque* » en arabe... ou que le billet du dollar américain comprend toutes les symboliques des francs-maçons. Diverses thèses complotistes circulent : que les Illuminati ont commandité le 11-Septembre, que les sionistes, désignés par le 666 de l'Apocalypse, dirigent le monde, que les « satanistes » sont à l'œuvre partout. L'objectif est de « terroriser » le jeune et de le persuader que le Mal l'entoure.

### « Daech est un produit de notre modernité »

Jean-Pierre Filiu, auteur de *L'Apocalypse dans l'islam* (2008), explique que le territoire de l'organisation État islamique a une dimension apocalyptique. Le « Cham », équivalent du Levant avec, au centre, le continuum syro-irakien, est affilié dans la tradition musulmane à des prophéties eschatologiques sur fond de bataille de la fin des temps. Elles sont au cœur du discours des djihadistes et participent, aux yeux de ces spécialistes, à la « *séduction* » exercée par ce champ de bataille.

Une dimension qu'Olivier Roy lie à la fascination de la violence, de la culture gore. « *C'est un phénomène profondément moderne et générationnel. La dimension apocalyptique est dans notre culture. On ne veut pas voir que Daech est un produit de notre modernité* », affirme-t-il. Grâce aux photos, vidéos qu'ils postent, ils s'affichent avec une kalachnikov, un drapeau noir, même s'ils n'ont jamais combattu. « *La personne se transforme*, résume Jean-Pierre Filiu. *Elle devient chevalier.* » On rejoint moins la Syrie pour combattre Assad que pour rejoindre un univers narratif. Samir Amghar, chercheur à l'université du Québec à Chicoutimi, évoque une théâtralisation des engagements : « *Ces jeunes sont le produit d'une société occidentale où l'image est centrale et où il est difficile de vivre dans l'anonymat. Même sans trop de talent, on peut devenir une vedette.* »



Prise d'armes aux Invalides, le 19 novembre. © Reuters

Une remarquable enquête du *Washington Post* auprès de défecteurs de Daech emprisonnés au Maroc décrit l'appareil de propagande comme une superproduction d'une émission de télé-réalité. « *Des équipes de tournage se déploient à travers le califat tous les jours, les scènes de bataille et de décapitations publiques sont scénarisées et mises en scène à tel point que les combattants et les bourreaux effectuent souvent plusieurs prises successives d'une*

*même scène. Appareils photo, ordinateurs et autres équipements vidéo arrivent régulièrement de Turquie. Ils sont livrés à une division de médias dirigée par des étrangers traités comme des “émirs” à égalité de rang de leurs homologues militaires. Ils sont directement impliqués dans les décisions sur la stratégie et le contrôle du territoire... Vidéastes, producteurs et éditeurs forment une classe privilégiée dont le statut, les salaires et les conditions de vie sont enviés par des combattants ordinaires. »*

L'article poursuit : « *Rejetant les codes de lectures utilisée par Al-Qaïda, les vidéos de l'État islamique sont cinématographiques et mettent l'accent sur des scènes dramatiques, des transitions stylisées et des effets spéciaux. “Le groupe est très soucieux de son image”, selon un responsable américain du renseignement impliqué dans le suivi des opérations médias de l'État islamique. Son approche obéit aux principes de la construction d'une marque au même titre que Coca-Cola ou Nike. »*

#### • Pour un autre imaginaire politique

Les questions que soulève le massacre du 13 novembre sont innombrables et enchevêtrées. Elles concernent la politique étrangère de la France, censée nous protéger contre de tels attentats, l'organisation des services de renseignement, chargés de les prévenir, un système éducatif d'un autre âge, sans parler du fameux apartheid social et culturel qu'on a laissé se développer depuis trente ans et qui produit désormais non plus les sympathiques sauvages de Jean-Pierre Chevènement, mais d'authentiques monstres. Ils ont été nourris au sang virtuel des jeux vidéo et à la propagande terroriste sur Facebook, avant de tout plaquer pour un enfer terrestre bien réel.

Ce bref résumé de nos crises suffirait à nourrir un procès de la politique suivie depuis trente ans par une classe politique irréfléchie, occupée à traduire et appliquer des règles conçues ailleurs, soucieuse d'imiter un modèle économique et social qui a creusé partout les inégalités économiques et généralisé l'exclusion sociale. On a là, réunies, les conditions de production d'un monde social divisé, en proie à des tensions sociales de plus en plus fortes,

un monde halluciné qui recycle les frustrations en fictions utiles et le désespoir en compulsion d'achat. Les individus y sont exposés comme jamais aux contraintes économiques globales et à la violence transnationale alors que la capacité de protection de l'État est affaiblie.

La convocation des deux assemblées en congrès à Versailles en a été le théâtre provisoire : celui d'une souveraineté perdue qui ne trouve plus à s'affirmer qu'en convoquant des fantômes d'État, des spectres guerriers. Et des monstres intimes, bien français. François Hollande, dans ce décor d'Ancien Régime, y parodia le rôle du souverain selon Carl Schmitt (« *celui qui décide de la situation exceptionnelle* ») et toute la classe politique entonna sans le savoir la ritournelle schmittienne du politique, fondée sur la distinction ami/ennemi.

[[lire\_aussi]]

À la lumière aveuglante de l'attentat, la politique est apparue dans sa troublante irréalité, vide de sens, comme un théâtre d'ombres où seuls les meurtres semblent réels. Le bilan de ces trente années nous explose à la figure : crise financière, catastrophes écologiques, explosions guerrières, migrations humanitaires et climatiques, colonnes de réfugiés, murs de séparation, multiplication des camps et maintenant terrorisme dans les rues de nos villes. Comment s'étonner alors que s'expriment des besoins de protection et même d'autolimitation des libertés, de surveillance ? Comment y répondre ?

La tâche à accomplir est énorme et ne peut plus se contenter de gesticulations guerrières ni de rappels à l'ordre républicains. La quasi-unanimité obtenue par le gouvernement en faveur de la prolongation de l'état d'urgence est le signe inquiétant d'un épuisement du scénario politique actuel et de ses acteurs. Que reste-t-il de l'action politique ? Quels sont ses moyens d'action, ses objets et ses scènes ? Que signifie encore agir politiquement ? Autant de questions qui ne peuvent plus se poser dans le cadre politique actuel. Invoquer l'alternance ne suffit plus. Il nous faut changer d'imaginaire politique.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.